

Informations hebdomadaires 11/89

Entretiens entre M. René Felber (BRF), Chef du Département fédéral des Affaires étrangères, et le Vice-Chancelier Aloïs Mock (M), Ministre des Affaires étrangères d'Autriche, à Berne le 9 mars 1989

---

Poursuivant une politique de rencontres régulières à haut niveau, M a été invité en visite officielle à Berne les 8 et 9 mars 1989. En marge de ses entretiens avec BRF, il a rencontré les Conseillers fédéraux Flavio Cotti et Arnold Koller.

Lors des entretiens avec BRF les points suivants ont été abordés :

1. Coopération européenne

Dans la perspective des rencontres ministérielles d'Oslo et de Bruxelles, les deux interlocuteurs ont fait état des positions de leurs pays respectifs sur leurs relations avec la CE, sur les idées récemment lancées par M. Delors ayant trait à la coopération CE-AELE et sur le futur de cette dernière.

a) Relations avec la Communauté

En Suisse la position du Conseil fédéral, telle qu'elle ressort de son rapport sur l'Europe, - pas de demande d'adhésion pour le moment, poursuite et intensification de la coopération sur les bases actuelles - a été largement approuvée par le Conseil national. BRF souligne que la seule vraie alternative par rapport à l'approche actuelle et au potentiel de développement reste l'adhésion.

D'accord avec cette dernière affirmation, M explique que son pays, ne souhaitant pas être un membre de 2ème classe de la Communauté, décidera probablement en faveur de l'adhésion avec sauvegarde de la neutralité. Si une majorité d'Autrichiens s'identifie à la philosophie de base de la CE, une partie importante de la population craint qu'en cas d'adhésion ils ne soient absorbés par des puissances plus importantes, en particulier l'Allemagne. Le Portugal, un autre petit pays, a connu la même peur qui s'est avérée injustifiée. Après discussion au Parlement de rapports sur l'intégration, une décision sera prise sur l'adhésion et une demande formelle adressée à Bruxelles vraisemblablement au début de l'été.

b) Réactions au discours Delors

Pour BRF, même si M. Delors qualifie ses idées de personnelles, elles ont eu un très large écho. La Suisse en a pris note avec beaucoup d'intérêt et les interprète comme un signal très clair de la volonté de la CE de ne pas isoler les pays de l'AELE. La Suisse entrera avec un esprit d'ouverture dans le dialogue proposé par M. Delors sur le



renforcement de la coopération CE / pays de l'AELE.

Selon M, M. Delors a surtout voulu lancer un message aux Etats membres de la CE en leur indiquant que la priorité allait à la réalisation du Marché unique plutôt qu'à de nouvelles adhésions de pays comme l'Autriche, la Norvège ou Malte.

c) Le futur de l'AELE

BRF déclare qu'il ne saurait être question que l'AELE devienne une "petite Communauté". Il serait alors plus logique d'entrer dans la CE elle-même. La Suisse est aussi opposée à des alternatives comme l'association du type connu jusqu'à présent ou l'union douanière, qui augmenteraient la pression à devoir appliquer les règles de la CE sans participer formellement à leur élaboration.

D'accord avec cette position, M répète qu'il ne conçoit pas d'alternative réaliste en dehors de l'adhésion ou la non-adhésion.

En plus de ces thèmes généraux, deux problèmes spécifiques sont évoqués :

- le transit alpin

M. regrette que son pays n'ait pas réagi aussi vite que la Suisse au danger d'accroissement du trafic routier au Tirol. La situation est aujourd'hui très difficile et M souhaite un échange d'informations réguliers sur l'état des négociations dans ce domaine entre chacun des pays et la CE. BRF décrit le transport combiné rail/route comme la seule solution possible au transit alpin: dans ce cadre la Suisse a fait à la CE des propositions à court, moyen et long terme et il semble que le nouveau Commissaire chargé des transports y soit plus sensible.

- les relations avec la Yougoslavie

Insistant sur la crise non seulement économique, sociale et institutionnelle, mais aussi psychologique, que traverse ce pays, M demande à la Suisse de lui porter assistance aux plans bilatéral et multilatéral dans le cadre de l'AELE, du FMI et de la Banque mondiale. Autant que d'un soutien économique, les dirigeants yougoslaves, qui sont très pessimistes, ont besoin de signes positifs de la part de l'Ouest.

La Suisse serait en principe disposée à porter assistance à la Yougoslavie et à envisager, par exemple, un fonds AELE; elle hésite encore à cause de l'absence de réformes réelles des systèmes politique et économique.

2. Conseil de l'Europe

Les deux interlocuteurs souhaitent un renforcement du Conseil de l'Europe qui doit jouer sur sa complémentarité avec la CE. L'intérêt que les Pays-Bas portent à leur présidence

est réjouissant de même que le fait que le prochain secrétaire général vienne de la Communauté.

### 3. C S C E

La Suisse et l'Autriche, contrairement à d'autres pays, sont opposés à une institutionnalisation du rôle des N+N dans les réunions du suivi. Il importe d'adopter une attitude pragmatique et de ne pas imposer une initiative des N+N.

### 4. Relations Est-Ouest

M fait état de sa récente rencontre avec le Secrétaire d'Etat Baker qui l'a assuré de la volonté du nouveau gouvernement américain de poursuivre la ligne adoptée par le Président Reagan face à l'URSS. Les changements actuellement en cours en Europe de l'Est - bienvenus en soi - seront sans aucun doute accompagnés de troubles qui sont un danger pour la stabilité européenne.

BRF souhaite que l'Ouest, tout en évitant de tomber dans le piège de la "Maison Europe", profite pleinement de l'effet Gorbatchev.

La situation en Hongrie et en Pologne est évoquée:

- Hongrie: répondant à une question de BRF qui craint que les Hongrois aillent trop vite au gré de Moscou, M entrevoit un danger lorsque les Hongrois auront dépassé le point de non-retour, c'est-à-dire lorsque leur appartenance au pacte de Varsovie et au Comecom sera mise en question. Ils feraient bien de s'inspirer de la sagesse et de l'intelligence politique de Janos Kadar. Malgré ses difficultés, la Hongrie reste un pays marqué par l'optimisme.
- Pologne: BRF souligne l'identité de vues et la volonté de dialogue - on pourrait aussi parler de prudence - qui y prévaut actuellement entre gouvernement et opposition rassemblées autour de la Table Ronde. Les Polonais, impliqués dans le dialogue national, sont tous conscients du danger d'un changement trop brusque. M, quant à lui, relève la position stratégique de la Pologne, coincée entre la DDR, qui perdra sa raison d'être si elle adopte la perestroïka, et l'URSS. Dans le cadre des velleités de réunification de l'Allemagne, il se félicite de l'attitude constructive de la France pour faire jouer un rôle européen à la RFA.

### 5. Conflits régionaux

Seul le conflit du Moyen-Orient est abordé. Pour M, l'attentisme des Américains risque à moyen terme de provoquer une nouvelle radicalisation des Palestiniens. Si l'initia-

tive de la Communauté est bienvenue, c'est Washington qui reste le maître du jeu.

BRF, de son côté, se félicite du rôle constructif des Soviétiques et souhaite que les Israéliens acceptent enfin de négocier avant qu'ils ne perdent leurs atouts à un moment où s'effrite le soutien que leur apportait traditionnellement gouvernements et presse occidentaux, et où s'estompe quelque peu le souvenir de l'Holocauste.

Treffen mit Premierminister Sao Tomé und Príncipe, C. da Costa, in Genf, 7. März 1989

Auf Wunsch von Premierminister C. da Costa (C), der sein Land an UNDP-Round-Table-Gespräch in Genf vertrat, kam es am 7. März zu einer Begegnung mit Staatssekretär Jacobi (JAC).

Die Schweiz unterhält seit 1985 mit diesem kleinen Inselstaat (110'000 Einwohner), 300 km östlich von Gabun, diplomatische Beziehungen. Von 1980 bis 1985 unterstützte die Schweiz ein Alphabetisierungsprogramm, eine Zusammenarbeit, die jedoch in der Folge wegen der fehlenden Rahmenbedingungen eingestellt wurde. Eine DEH-Mission erklärte anlässlich einer Mission 1987 dem Erziehungsminister (heutiger Premierminister) die schweizerische grundsätzliche Bereitschaft, die finanzielle Hilfe im Bereiche der Alphabetisierung wiederum aufzunehmen, falls die entsprechenden strukturellen Voraussetzungen vorhanden seien. Auf entsprechendes Begehren von C auf eine Fortführung der schweizerischen Unterstützung, die angesichts der grossen Probleme im Erziehungssektor äusserst willkommen wäre, verwies JAC auf die 1987 erwähnte schweizerische Bereitschaft (unbeantwortetes Schreiben der DEH vom 17.8.1987). Die DEH sei nach wie vor bereit, entsprechende Unterlagen über den gegenwärtigen Stand des Alphabetisierungsprogrammes zu prüfen. C nimmt gerne zur Kenntnis, dass Botschafter Streuli beabsichtigt, sein Beglaubigungsschreiben in der Periode Mai bis Juli zu überreichen.

Gemäss C ist Sao Tomé und Príncipe sehr daran gelegen, sich aus der bisherigen Isolierung zu lösen und sich vermehrt auch dem Westen zu öffnen. Dies sowohl im politischen als auch im wirtschaftlichen Bereich. Sein Land sei eigentlich das erste gewesen, das sich eine Perestroika zum Ziel gesetzt habe und sei bemüht, die staatliche Wirtschaft verstärkt auch privaten Investoren zu öffnen. Entsprechende Kontakte bestünden mit Spanien, Portugal, Frankreich, BRD und der Niederlande. Erste Kontakte seien auch mit schweizerischen Unternehmen geknüpft worden. Die auf einem Tiefpunkt angelangten Kakao-Preise (dem beinahe ausschliesslichen Exportprodukt) seien eine schwere Hypothek für jegliche Wirtschaftsreform. Politische bemühe man sich um eine Demokratisierung, eine neue Verfassung werde derzeit ausgearbeitet, Neuwahlen seien für 1990 vorgesehen. C resümiert die Haltung seiner Regierung: Nous étions des grands idéalistes, maintenant nous voulons être plus réaliste. Aussenpolitisch wolle Sao Tomé und Príncipe die Politik eines Blockfreien verfolgen.

C, der von seiner Studienzeit in Coimbra (Portugal) her sehr enge Beziehungen mit den meisten Entscheidungsträgern in Angola (dem wichtigsten politischen und wirtschaftlichen Partner) und Mozambique pflegt, zeigt sich relativ optimistisch über die Entwicklungen in Namibia und im südlichen Afrika insgesamt. Das Abkommen betreffend Namibia sei ein wichtiger Anfang, die Unterstützung der Grossmächte sei notwendig und hilfreich gewesen, mittelfristig gesehen wäre es jedoch von Vorteil, wenn die Afrikaner die Regelung der bestehenden Schwierigkeiten selbst an die Hand nehmen würden. C glaubt, dass sich die verschiedenen Parteien in Angola nach Regelung des Namibia-Problems und Rückzug der Kubaner irgendwie zusammenraufen würden und eine nationale Befriedung unter Einschluss aller Parteien möglich sei.

Was Südafrika anbelangt, gibt sich C auffallend moderat und zeigt namentlich sehr viel Verständnis für die schweizerische Haltung (inklusive Nichtteilnahme an Sanktionen). Auch seiner Regierung sei sehr viel am Dialog und am Offenhalten aller Gesprächskanäle gelegen. Eine Lösung müsse nicht gegen Südafrika, sondern mit Südafrika gefunden werden, wenn auch das Festhalten der südafrikanischen Regierung an der Apartheid-Politik jegliche Annäherung in hohem Ausmasse erschwere.

besuch von botschafter de pury in washington

botschafter de purys (py) besuch ist die erste offizielle kontaktaufnahme eines vertreeters des bawi mit der bush-administration. im vergleich zu fruheren regierungswechseln erfolgt die amtsuebernahme der neuen administration schleppend und wird durch das unglueckliche bestaetigungsverfahren des verteidigungsministers tower weiter verzoegert. vielerorts warten die neuen amtsinhaber auf ''subcabinet''-stufe immer noch auf ihren ersteinsatz, und der eigentlich erwartete neue wind aus washington ist noch wenig zu spueren.

py fuehrte zahlreiche gespraechе mit den fuer die uebernahme wichtiger posten vorgesehenen personen. er benutzte die gelegenheit, auch kurz einen gedankenaustausch mit der neuen ustr carla hills zu pflegen.

im ustr konnte sich py davon ueberzeugen, dass frau hills und zwei ihrer stellvertreter, julius katz und rufus yerxa, der uruguay-runde erste prioritaaet beimessen, obwohl die drohung, die auslaendischen maerkte wenn noetig mit der brechstange (praesident bush ueberreichte frau hills eine solche anlaesslich ihrer vereidigung) zu oeffnen, unueberhoerbar war. py wies

unmissverstaendlich darauf hin, dass ein aggressives vorgehen der usa das ende des multilateralen handelssystems bedeuten koennte. diese gefahr sei umso groesser, als der neue trade act der usa die ustr verpflichtet, mit gewissen handelspartnern, die unfairer handelspraktiken bezichtigt werden, bilaterale dnrhandlungen aufzunehmen und im fall eines scheiterns dieser gespraechе retorsionsmassnahmen zu treffen. viel besser sei es, diese verhandlungen in die uruguay-runde einfliessen zu lassen.

ueber den gegenwaertigen stand und inhalt der verhandlungen im rahmen der uruguay-runde herrscht weitgehend meinungsuebereinstimmung. die in der ersten aprilwoche vorgesehene tagung in gent wird fuer die zukunft der uruguay-runde entscheidend sein. ob ein durchbruch in den vier noch offenen sujets (geistiges eigentum, landwirtschaft, schutzklauseln und textilien) moeglich sein wird, ist alles andere als gewiss. im bereich des geistigen eigentums wehren sich die usa und die schweiz insbesondere dagegen, dass bereits jetzt konzessionen gemacht werden, indem die verhandlungen aus dem gatt-kontext ausgebrochen werden oder ein vermehrter schutz des geistigen eigentums durch ausnahmeregelungen wieder ausgehoehlt wird.

der neuen ustr erklaerte py die besondere stellung der schweiz im bereich der landwirtschaft. er machte unmissverstaendlich klar, dass sich die schweiz in keiner weise jetzt schon verpflichten koenne, ihre wohlerworbenen rechte (gatt-beitrittsprotokoll) aufzugeben, bevor die gegenleistungen bekannt sind und gewissheit bestuende, wie die zukuenftigen regeln im internationalen landwirtschaftshandel aussehen werden.

py konnte sich sowohl in der administration als auch im kongress, wo er namentlich mit senator heinz zusammentraf, davon ueberzeugen, dass die ''europa 1992''-problematik in washington die usa-japan-beziehungen in der prioritaaetenliste

abgelöst hat. die verwaltung und die kongressabgeordneten fassen die schaffung eines gemeinsamen marktes in europa als eine wahrzunehmende gelegenheit auf, vermehrt in einen grossen markt exportieren zu koennen. allerdings sind sie ebenso besorgt wie die schweiz, dass die eg fuer die exporte von drittstaaten erhebliche diskriminierungstatbestaende schaffen koennte. das stichwort "fortress europe" war unueberhoerbar. entsprechend war das interesse gross, die beurteilung eines anderen, stark vom wirtschaftsgeschehen in der eg abhaengigen landes zu hoeren. die diskussion ueber die schaffung des gemeinsamen marktes erlaubte es py, die bedeutung der ur noch mehr hervorstreichend. je erfolgreicher die ur, d.h. je mehr resultate auf weltweiter ebene erzielt werden, je weniger besteht die gefaehr, dass aussenstehende laender wie die schweiz und die usa diskriminiert werden. py sicherte seinen gespraechspartnern zu, dass die schweiz die usa ueber ihre zahlreichen kontakte mit bruessel informieren werde. wir haetten kein interesse daran, dass der europaeische wirtschaftsraum auf kosten unserer weltweiten beziehungen aufgebaut werde. um sich ein bild ueber die beziehungen eg-efla-laender zu machen, wird sich der assistant secretary for economic and business affairs, eugene mcallister, demnaechst u.a. nach bern und genf begeben.

vom under secretary des treasury for international monetary affairs, d. mulford, wurde py ueber die absichten der usa orientiert, dem problem der verschuldung neue loesungsimpulse zu verleihen. die vorgeschlagenen ergaenzungen des bakerplans wurden in der zwischenzeit in der presse publiziert, so dass auf deren beschreibung verzichtet werden kann. zusammenfassend geht es darum, den absoluten schuldenberg der entwicklungs-laender abzutragen, bzw. zu vermeiden, dass dieser weiter waechst. die geschaeftsbanken sollen dank der schaffung einer reihe von anreizen f r e i w i l l i g dazu bewogen werden, auf einen teil der ausstehenden gut-haben zu verzichten oder guenstigere zinssaetze einzuraeumen. die zu gewaehrenden anreize waeren durch die internationalen finanzinstitutionen, vor allem imf und weltbank, einzu-raeumen.

schliesslich konnte py feststellen, dass die bilateralen wirtschaftsbeziehungen usa-schweiz noch selten so gut waren. vor 12 monaten noch bestanden eine reihe ungeloeuster faelle: gewaehrung zusaetzlicher landerrechte, androhung protektionistischer massnahmen fuer exporte von spritzgiessmaschinen, taschenmessern und messingblechen aus der schweiz, androhung einer klage wegen unfairer handelspraktiken der schweiz im spielfilmbereich. zu all diesen fragen konnten befriedigende loesungen gefunden werden. gegenwaertig beschraenken sich die probleme auf einige wenige angelegenheiten. diese betreffen naementlich den bereich der exportkontrollen, wo es darum geht, dass die schweiz im vergleich zu den cocom-laendern eine ebensp guenstige behandlung zugestanden erhaelt und ihre autonomie bezueglich der ausfuhr schweizerischer technologie beibehaelt.

Festsitzung vom 4. März 1989 betr. Schaffung des Auslandschweizerrates

Seit Samstag, den 4. März 1989 verfügt die Auslandschweizerorganisation (ASO) über eine eigene Rechtspersönlichkeit in der Form einer Stiftung. Die ASO war 1916 innerhalb der Neuen Helvetischen Gesellschaft (NHG) gegründet worden und hatte sich im Verlaufe der Jahre faktisch verselbstständigt. Bei der nun erfolgten Statutenänderung ging es somit nur noch um einen juristischen Nachvollzug eines bereits seit langem bestehenden Zustandes. Die NHG wird übrigens in den Organen der ASO weiterhin einflussreich vertreten sein.

Der Umstand der gleichzeitigen Umbenennung der bisherigen "Auslandschweizerkommission" in "Auslandschweizerrat" und der Uebernahme der vom Auslandschweizersekretariat benützten Liegenschaft in Bern durch die neue Stiftung hatte in den letzten Wochen in gewissen Minderheitskreisen der Auslandschweizer Unwillen erweckt; vor allem wurde kritisiert, dass diese Gelegenheit nicht ergriffen wurde, um den Wahlmodus für die derzeit durch Kooptation bestimmten Mitglieder des Auslandschweizerrates zugunsten eines demokratischen, allen Auslandschweizern offenstehenden Verfahrens abzuändern. Die verschiedenen, auf diese Problematik angesprochenen Bundesstellen prüften das Vorgehen der ASO auf ihre rechtlichen Aspekte, ohne dabei auf Formfehler zu stossen. Im übrigen handelte es sich um einen Akt privatrechtlicher Natur, der sich der staatlichen Beurteilung entzog.

Anlässlich der Festsitzung vom 4. März 1989 hielt Bundesrat Felber eine Ansprache, in welcher er unter anderem auf einige grundsätzliche Themen der Auslandschweizerpolitik des Bundes einging (Offenheit gegenüber denjenigen Mitbürgern, die den Kontakt mit der Schweiz aufrechterhalten wollen, Verbesserung der Ausübung der politischen Rechte (Korrespondenzstimmrecht), weiterer Ausbau der gegenseitigen Information, EG-Problematik für die Auslandschweizer, etc.).

JACOBI.

W. F. L.



Referenzen und Initialen

Adresse für Telegramm Drucks

p.B.58.06.4 - AJ/WMA

Driften	Driften	Driften	Driften	Driften	Driften	Driften	Driften
<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>						
ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash			
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Absender: Secrétariat pol. Seite: 1

wochentx

\*\*\*

Directives politiques hebdomadaires no 8/89 du 13 mars 1989

Besuch von Aussenminister und Vizekanzler Alois Mock in Bern

BRF hat am 9. Maerz 1989 seinen Amtskollegen Aussenminister Mock zu einem offiziellen Besuch empfangen. In erster Linie galt das Gespraech Fragen der Europapolitik und insbesondere den von EGK-Praesident Delors in seiner Rede vom 17.1.89 gemachten Vorschlaegen. BRF erlaeuterte die schweizerische Position, wonach der Bundesrat vorlaeufig keine unmittelbare Notwendigkeit zur Schaffung neuer institutioneller Bindungen zur EG sieht, aber bereit ist, allfaellige Vorschlaege sorgfaeltig und unvoreingenommen zu pruefen. Eine Alternative zur jetzigen Situation waere momentan lediglich der Beitritt, wobei diese Haltung evolutiv bleibt. Gemaess AM Mock wird Oesterreich vermutlich anfangs Sommer das Beitrittsgesuch stellen, rechnet jedoch erst nach 1992 mit Beitrittsverhandlungen.

In der Transitfrage wird Wien kuenftig gegenueber der EG eine haertere Gangart einschlagen. Obwohl Oesterreich wegen der schweizerischen Gewichtslimite von 28 Tonnen wesentlich mehr Nordsuedverkehr auf der Strasse bewaeltigen muss, bringt man in Wien fuer die Politik Berns viel Verstaendnis auf.

13.3.89 Datum  
31 68 Teilnehm

Visum



Bern, den 13. März 1989

L. A. 22.14.7.3,Interne Verteilerliste + Dipö. VertretungenBetrifft: IM 11/89 + DP 8/89

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Botschafter Schenk	SBL
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Fivat	LA FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Brogini/Hr. Reich	GRP BR0/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Rädetsdorf Hr. Giovannini Hr. Dannecker	RAE GI/ DAR
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Hr. Beti Hr. Pasquier Frau Schelling R.	BEI PA SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

## + Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern  
(durch Chauffeur zugestellt)

IH: Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan			Panama
Abu Dhabi			<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg		Paris (3)
Akkra	Hanoi		Prag
Alger	Harare		Pretoria
Amman	Havanna		Quito
Amsterdam	Helsinki		Rabat
Ankara	Hong Kong		Rio de Janeiro
Antananarive	Houston		Rom
Asuncion	Islamabad		San Francisco
Athen	Istanbul		San José
Atlanta	Jakarta		Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg		Sao Paulo
Bangkok	Kairo		Singapur
Barcelona	Karachi		Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>		Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kigali		Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa		Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen		Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur		Sydney
Bogota	Kuwait		Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos		Tel-Aviv
Bonn	La Paz		Tokio
Bordeaux	Lima		Toronto
Brasilia	Lissabon		Tripolis
Brüssel+Mission	London		Tunis
Budapest	Los Angeles		Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>		Warschau
Bukarest	Luxembourg		Washington
Canberra	Lyon		Wellington
Caracas	Madrid		Wien
Chicago	Mailand		Yaoundé
Colombo	Manchester		Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila		Riad
Dakar	<u>Maputo</u>		+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Marseille		
Dar es Salaam	Melbourne		
Den Haag	Mexiko		
Dhaka	Montreal		
Djeddah	Monrovia		
Dublin	Montevideo		
Düsseldorf	Moskau		
Frankfurt a/Main	München		
Genua	Nairobi		
Guatemala	New Delhi		
	New York, UNO+GK		
	Osaka		
	Oslo		
	Ottawa		

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP